

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

20^{ème} année - N° 3633 - Lundi 11 Mai 2020 - Prix : 200 Fc

Les équipes d'intervention sont prêtes

Le personnel médical formé à la prise en charge des patients du covid19.



COVID-19

Le pays enregistre 11 cas

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

COVID-19
COMORES



VOUS AVEZ DES QUESTIONS
SUR LE CORONAVIRUS ?

ASSISTANCE TÉLÉPHONIQUE
SUR LE :

1717
Appel gratuit

DÉCÈS DE FUNDI ABDOU MHOUMADI :

un grand patriote nous a quittés

L'ancien militant de l'Association des Stagiaires et Etudiants des Comores (ASEC), membre fondateur du Front Démocratique (FD) et ancien ministre Abdou Mhoumadi est mort à l'âge de 70 ans, a fait savoir, samedi 9 mai 2020, sa famille. Il est décédé à Madagascar. Abdou Mhoumadi vient de nous quitter, après une vie bien remplie. Tous ceux qui l'ont croisé garderont de lui l'image de cet homme simple, intelligent, courtois, ouvert et honnête. Il fut un combattant inlassable pour l'indépendance nationale et une fois celle-ci acquise, il s'est investi dans le combat contre l'injustice sociale et le sous-développement.

Après ses études primaires à Mitsamiouli, il rejoint le lycée de Moroni à la fin des années 60. Il fait ses premières armes de militant dans la grève des lycées de 1968. Il sera aux avant-postes des actions lycéennes qui ont ébranlé le régime du président Saïd Mohamed Cheikh. Après son baccalauréat, il part en France poursuivre ses études supérieures où il adhère à l'ASEC. Entre 1970 et 1975, l'ASEC est traversée par deux courants idéologiques irrécon-

ciliables, entre les défenseurs d'un syndicalisme étudiant non engagé et les partisans de la révolution pour l'indépendance nationale. Abdou Mhoumadi choisit les révolutionnaires, groupe dirigé par Moustoifa Saïd Cheikh et fortement influencé par le développement de la lutte de libération nationale dans le monde et de la lutte des classes en France.

Ce groupe de révolutionnaires va fortement influencer l'action du mouvement étudiant comorien en France. Doué d'un talent musical ou artistique extraordinaire, Abdou Mhoumadi sera un des piliers dans la production et la diffusion des œuvres culturelles révolutionnaires de l'ASEC. Il était un des compositeurs de plusieurs des chants et mélodies des deux disques vinyles produits et popularisés à la gloire de la lutte du peuple comorien et des peuples opprimés du monde.

Abdou Mhoumadi fait partie de premiers dirigeants historiques de l'ASEC à prendre le chemin du retour aux Comores. A la chute du régime d'Ali Soilih en 1978, un mot d'ordre est lancé par ses instances dirigeantes pour que tout militant ayant achevé ses études regagne la mère patrie. Après une campagne d'agitation sociale et de contestation sociale sans précédent, consé-

cutives au retour au pays d'un grand nombre de militants de l'ASEC, le gouvernement du président Ahmed Abdallah aidé par l'équipe du mercenaire Bob Denard, décide de réprimer « ces révolutionnaires venus d'ailleurs ».

Abdou Mhoumadi est arrêté et emprisonné puis libéré. L'épreuve de la prison au lieu de briser leur élan, les revigorent et les poussent à fonder le Front Démocratique (FD), un parti non reconnu mais toléré. Le FD se met à dénoncer le pillage de l'Etat, l'affairisme ambiant et l'enrichissement illicite par le biais des biens mal acquis qu'il surnommé la course au 5V (voiture, voyage, vidéo, virement et villa). Excédé par ce parti qui empêche de tourner en rond, le gouvernement et les mercenaires de Bob Denard sévisent à nouveau le 5 mars 1985. Ils profitent d'une tentative de mutinerie de la garde présidentielle pour arrêter et jeter en prison une vingtaine de militaires et une soixantaine de militants du FD, dont Abdou Mhoumadi.

Comme l'ensemble de ses camarades, Abdou Mhoumadi connaîtra les affres de la prison et de la torture. Il en sortira digne et encore combatif. Après la chute d'Ahmed Abdallah, il s'engage dans le combat du développement.



Tout en poursuivant ses activités politiques avec le FD, il fonde avec des amis le « Groupe Scolaire des Oliviers » à Mitsamiouli, qui a eu à amener plusieurs centaines de jeunes au baccalauréat. Plusieurs cadres et techniciens de l'administration comorienne et ailleurs sont issus de son institution. Il a été candidat à la députation de la circonscription nord, puis ministre de l'éducation nationale, de la recherche et des arts.

A ce poste ministériel, il a été très actif et a voulu procéder à des réformes profondes de l'Université pour en faire un outil de développement. Il a eu à initier notamment le processus pour la création d'une

école doctorale à l'Université des Comores qui aurait permis aux jeunes Comoriens de faire leur thèse sur place. Il a pour cela fait activer la commission des qualifications qui a eu à statuer sur la nomination du corps professoral prévu à cet effet.

Son initiative a été stoppé nette pour des raisons non élucidé jusqu'à présent. Comme quoi dans ce pays, il ne faut rien faire pour rester le plus longtemps à son poste. L'homme politique mais aussi le bâtisseur nous a quittés ; il est parti rejoindre l'au-delà. Que dieu l'agrée dans sa clémence et sa miséricorde.

Mmagaza

CAHIER DE CHARGES

L'an deux mil Vingt
Et le lundi 08 février

Nous, Maître MZE Azad, Avocat au barreau de Moroni, sis à Dar Saanda, Immeuble Ridjali, BP 2223 Moroni Comores, tel 346 37 67 soussignée, avons dressé le présent cahier de charges d'adjudication d'un immeuble.

En exécution de l'arrêt N° 53/18 du 13/09/2018, rendu par la Cour d'appel de Moroni, statuant publiquement, contradictoirement en matière civile et en dernier ressort, lequel Arrêt ayant la formule exécutoire entre la Banque pour l'Industrie et le commerce (BIC) d'une part, et Madame ADOU ZAHARA, où étant à Moroni Magoudjou dans son domicile d'autres part

Pour parvenir à la vente par adjudication de l'immeuble ci-après désigné :

La propriété dite « DJUWA NA MWEZI » N° 422AC du 16/09/1991 sise à La Coulee de Lave Moroni, d'une contenance de 11A58CA appartenant à Madame ADOU ZAHARA.

Cet immeuble présentement affecté en hypothèque au profit de la Banque pour l'Industrie et le commerce (BIC) S.A, appartient en toute propriété à Madame ADOU ZAHARA.

A LA REQUETE DE

La Banque pour l'Industrie et le commerce (BIC), Société Anonyme de droit comorien, au capital de 300 000 000 F COMORIENS dont le siège est à Moroni Place de France, représentée par son Directeur Général, monsieur Louis Marcel GERVINET, demeurant à Moroni.

DESIGNATION DES IMMEUBLES

la propriété dite « DJUWA NA MWEZI » sise à La Coulee de Lave Moroni, ayant une contenance déclarée légalement de : ONZE Ares CINQUATE HUIT Centiares (11A58CA) et a été demandée en immatriculée par Madame ADOU ZAHARA, domiciliée à Moroni Préfecture du Centre, en qualité de propriétaire en vertu d'un titre de vente S/C résolutoire en date du 04/09/1991 enregistré le 04/09/1991 F° 91 N° 422 ACC dépôt Vol 8 N° 293 du 16/09/1991

Tel que cet immeuble existe, s'étend et se comporte avec tous ses droits, aisances et dépendances, sans aucune exception ni réserve, ensemble tous immeubles par destination, en particulier tout matériel pouvant avoir ce critère, toutes constructions et installations actuellement existantes, alors même qu'elles seraient omises dans la désignation qui précède et toutes améliorations et constructions nouvelle qui pourraient y être faites par la suite.

ORIGINE DES PROPRIETES

Les immeubles présentement affectés en hypothèque au profit de la Banque pour l'Industrie et le commerce (BIC) appartient en toute propriété à madame ADOU ZAHARA ;

ARTICLE 16 : AUDIENCE DITE EVENTUELLE

L'audience éventuelle au cours de laquelle il sera statué sur les dires et observations qui auraient été formulés aura lieu le JEUDI 19 MARS 2020 à 10 heures 00 minutes

ARTICLE 17: MISE A PRIX ET MODE DES ENCHERES

L'immeuble à vendre la propriété dite « DJUWA NA MWEZI » N° 1554-DLA sise à La COULE DE LAVE MORONI, ayant une contenance déclarée légalement de : ONZE ARES CINQUANTE HUIT CENTAIRES (11A58CA) sera offert aux enchères publique sur la mise à prix de 140.000.000KMF (Cent quarante million) au lieu de 100.000.000KMF (cent million) sans préjudice de tout autres dus, agios, intérêt et frais, le tout en dernier quittance valable, suivant l'ordonnance N° 28 du 02/05/2020, rendue par le Président du Tribunal, statuant en matière sur requête.

Elle aura lieu en un seul lot.

L'adjudication sera prononcée au profit de plus offrant et dernier enchérisseur et après trois feux successivement allumés à la limite de celui durant lequel l'enchère aura été portée, auront brûlé et seront éteints sans nouvelle enchère pendant leur durée.

Les enchères seront portées de vive voix et on ne constatera que la dernière.

Au cas où il ne se présenterait pas d'enchère et sur demande expresse du poursuivant, l'immeuble ci-dessus pourra lui être adjudgé au montant de la mise à prix.

La vente se tiendra aux enchères publiques, le VENDREDI 22 MAI 2020 à 09 heures 00 minutes, au lieu du SAMEDI 25 AVRIL 2020 à 09 heures 30 minutes, au Cabinet de Maître NADIA SAID BACAR, Notaire à Moroni et y demeurant au quartier Mtsangani.

ARTICLE 24 : CLOTURE

Le présent extrait du cahier des charges est dressé par Maître MZE Azad, Avocat de la Banque pour l'Industrie et le commerce (BIC)

Maître MZE Azad

M. MZE Azad
Avocat
à la Cour

Les équipes d'intervention sont prêtes

La formation des équipes d'intervention rapide a baissé le rideau vendredi dernier. Les participants sont prêts à prendre le relais dans les districts sanitaires de l'archipel afin de répondre rapidement et efficacement face à la menace de propagation du covid-19.

Quatre journées de formation pour 20 participants composés de laborantins,

d'épidémiologistes, de communicants, un secteur multidisciplinaire en vue de renforcer les compétences des membres d'équipes afin de réagir rapidement face à cette épidémie.

Pour cette technicienne laborantine de Fomboni, Sitti Badaanti Djamilia explique que la formation a répondu à ses attentes et se dit prête à se rendre sur le terrain, mais aussi à renforcer les compétences de ses collègues de Fomboni. « La

formation m'a beaucoup rassurée que je peux faire mon travail sans être contaminée, et je suis prête à partager les compétences avec ceux qui n'ont pas eu la chance d'y assister », nous a-telle confié.

Et pour les équipements, elle regrette que « pour le moment » nous avons des équipements insuffisants par rapport à la propagation du virus, tout en espérant qu'« on nous fournira davantage pour mieux travailler ».

De son côté le docteur Sayinda Mohamed a rappelé l'utilité d'une telle formation d'expertise. La sélection a été multidisciplinaire à savoir des épidémiologistes pour étudier l'épidémie en question, des biologistes qui peuvent être à tout moment déployés dans n'importe quel recoin de l'île pour faire le travail.

Le pays compte 11 cas positifs officiellement déclarés. L'OMS conformément à ses missions va

apporter son appui. « Quel que soit le besoin du gouvernement il suffira qu'il soit exprimé et l'OMS va donner son appui. Pour l'instant, ils ont demandé de l'aide (...) donc nous sommes là pour apporter notre soutien », a-t-elle conclu.

Andjouza Abouheir

COVID-19

Le pays enregistre 11 cas

Depuis le 30 Avril que le président de République a déclaré le premier cas du Covid-19, le pays en a enregistré son 11ème, dont deux nouveaux cas à Mohéli et un cas à Ngazidja.

Le ministère de la santé à travers le directeur général de la santé a informé la population que l'Union des Comores vient d'enregistrer 3 cas au cours des dernières 24 heures. 2 nouveaux cas à Mohéli et 1 cas en Grande Comore. Au total, 84 cas suspects ont été testés jusqu'au 9 mai, et sur ces cas testés, 11 sont confirmés positifs au Covid-19. « Les patients sont sous traitement et leur état de santé s'améliore nettement. Un suivi des contacts est engagé pour limiter la propagation autour de ces cas. Nous

ne déplorons à ce jour aucun nouveau décès dû au Covid 19 », annonce Aboubacar Said Anli, le directeur général de la santé à la télévision nationale.

Depuis plus d'une semaine, 16 patients sont hospitalisés à l'hôpital de Samba Kouni pour détresse respiratoire. Le porte-parole du gouvernement lors du dernier conseil interministériel avait annoncé le transfert des patients non contaminés par le Covid-19 au CHN El Maarouf.

Et pour faire face à la pandémie du Coronavirus, le pays a reçu du milliardaire chinois Jack Ma, 20.000 kits de prélèvements, 100.000 masques et 1000 équipements de protection individuelle dont 75% sont distribués dans les îles pour la prévention. Le gouvernement a par



Aboubacar Said Anli, le directeur

la suite acheté un PCR à 200.000 dollars, opérationnel à ce jour. Et le 30 mai prochain, un bateau indien transportant du matériel médical et

des médecins est attendu à Moroni.

De son côté, l'UNICEF a octroyé 5 concentrateurs d'oxygène au ministère de la santé pour renforcer

la riposte contre le Covid-19. Ces derniers vont permettre aux patients présentant des difficultés respiratoires d'être pris en charge correctement en plus de l'application des protocoles de traitement en vigueur aux Comores.

Andjouza Abouheir

Le directeur de cabinet du président de la République a annoncé que le pays attend ce lundi un avion spécial, à bord duquel sera transporté un lot du remède Covid-Organics de Madagascar. Le gouvernement a également acheté un lot pour faire en sorte que le produit soit en quantité suffisante. Le remède devrait être distribué gratuitement à la population.

AFFAIRE SAMBI

"Ce n'est pas une détention mais une séquestration"

L'avocat de l'ancien président Ahmed Abdallah Sambi s'est exprimé samedi dernier sur l'inculpation et l'incarcération de son client. Ce dernier reste convaincu que la détention de son client est « politique » et qu'il est « séquestré » pour sa popularité.

Cela fait deux ans que l'ancien président Ahmed Abdallah Mohamed Sambi se trouve en détention dans le cadre de l'affaire de la citoyenneté économique. Malgré ses deux ans en détention, l'ancien rais n'a toujours pas eu droit à un procès. Samedi dernier, son avocat est revenu sur son inculpation et de son incarcération. Me Ahamada Mahamoud estime que beaucoup de choses se font sans le moindre respect des procédures. « Le code de procédure pénale a donné au juge l'autorisation de le détenir 4 mois dans un premier temps et si son travail n'est pas fini, de renouveler encore 4 mois. Si le délai de 8 mois est dépassé, le juge doit motiver sa décision pour pouvoir le retenir en mandat de dépôt ou bien le libérer », explique Me Mahamoud. L'avocat parle d'une situation de non droit dans la mesu-

re où depuis le 20 avril 2019, l'ancien président est en détention préventive sans la moindre décision de justice. « Aujourd'hui, on a tout compris du caractère politique du dossier », poursuit-il.

En pleine pandémie du Covid-19, l'avocat a écrit au juge d'instruction le 20 avril dernier pour demander la mise en liberté d'office de son client. Ce dernier n'a pas accepté la demande et estime que Sambi est poursuivi par l'art 151 pour détournement de fonds et qu'il doit rester en détention. L'avocat a fait appel

auprès de la chambre d'accusation et ce dernier a encore confirmé la décision du juge d'instruction le 05 mai dernier. Une décision amère pour Me Mahamoud. « J'étais sidéré. C'est un deuil pour notre droit. De l'arbitraire dit par la justice. C'est pourquoi aujourd'hui je peux dire que ce n'est pas une détention mais une séquestration de l'ancien président », déplore-t-il, avant d'ajouter que « on peut détester Sambi et Mahamoud mais on doit toujours respecter la loi car elle est impartiale ». Face à ce grand dilemme, l'a-

vocat va se pouvoir en cassation et se diriger vers la Cour Suprême. Ils auront la latitude d'annuler ou de confirmer l'arrêt de la Chambre d'accusation.

Pour rappel, le juge d'instruction dit avoir terminé son travail et qu'il reste au procureur de la République

de faire son réquisitoire définitif. Mais depuis, rien n'a été fait. L'avocat de Sambi estime que c'était une façon d'apaiser l'opinion publique et que si audience il y a, elle aura lieu au mois de juin prochain.

MY



La Gazette des Comores Le devoir d'informer, la liberté d'écrire

La Gazette des Comores
Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Mariama Hassane
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

HIRING OF SOCIAL DEVELOPMENT CONSULTANT

World Bank Country Office in Comoros

BACKGROUND AND GENERAL DESCRIPTION

Established in 1944, the WBG is one of the world's largest sources of funding and knowledge for development solutions. In fiscal year 2018, the WBG committed \$67 billion in loans, grants, equity investments and guarantees to its members and private businesses, of which \$24 billion was concessional finance to its poorest members. It is governed by 188-member countries and delivers services out of 120 offices with more than 16,000 staff located globally.

•The world bank group's vision and strategy :

The global development community is at an auspicious turning point in history. Thanks to the success of the past few decades and favorable economic growth, developing countries now have an unprecedented opportunity to end extreme poverty within a generation. This is the vision of the WBG: to eradicate extreme poverty by reducing the number of people living on less than \$1.25 a day to 3 percent by 2030 and promote shared prosperity by fostering the income growth of the bottom 40 percent in every country.

To achieve this vision, the WBG Board of Governors approved a strategy for the organization that utilizes the combined strength of the WBG institutions and their unique ability to partner with the public and private sectors to deliver customized development solutions backed by finance, world class knowledge and convening services. The strategy has three components: (1) maximizing development impact by engaging country clients in identifying and tackling the most difficult development challenges; (2) promoting scaled-up partnerships that are strategically aligned with the goals; and (3) crowding in public and private resources, expertise and ideas.

The architecture underpinning the strategy and instrumental to its success is the establishment of Global Practices and Cross-Cutting Solution Areas that, in concert with the WBG Regions, will design solutions that address clients' most pressing developmental challenges, and ultimately, enable the WBG to meet its twin goals of eliminating extreme poverty and boosting shared prosperity

The Sustainable Development Practice Group helps countries tackle their most complex challenges in the areas of Agriculture, Climate Change, Environment and Natural Resources, Social, Urban, Rural and Resilience, and Water

• Social development context

The Social Development theme addresses issues related to: (a) social inclusion of the poor, vulnerable, and the excluded; (b) promoting accountable institutions; (c) supporting socially cohesive communities and groups with a focus on prevention of conflict, crime and violence, as well as supporting post-conflict development; (d) using community driven development as a tool for developing local infrastructure and delivering services; and (e) addressing issues related to social risk management, including those covered by the World Bank's social safeguard policies on Indigenous Peoples and involuntary Resettlement, and by the Environmental and Social Standards (ESSs) in the new Environmental and Social Framework (ESF). The work on inclusion of vulnerable and excluded group covers, among others, issues related to Gender, LGBT,

Disability, ethnic minorities, Indigenous Peoples, and displaced populations.

The Social Development team has an active work program in the Africa Region (AFR) including Comoros, encompassing project loans and grants, advisory and analytical programs and active partnerships supporting a wide range of engagements across sectors, including social safeguards and social risk management; community driven development; citizen engagement and social accountability; social inclusion; and social resilience.

• Position

The SURR GP is recruiting a social development consultant to provide support in meeting the Bank's expanding Environmental and Social Framework (ESF) and social safeguards agenda and promote the social sustainability of its investments in Comoros. The consultant will report directly both to the CMU Coordinator, and to the Senior Development Specialist in charge of Comoros.

CONTRACT OBJECTIVES

The objective of this contract is to support the implementation of the social development work program in Comoros, with an emphasis on social safeguards and social risk management.

DUTIES AND ACCOUNTABILITIES

Under the coordination of the Senior Social Development Specialist in charge of Comoros the Social development Consultant will have the following responsibilities:

- Work closely with Comoros Social Development team, providing oversight and quality assurance. This will include direct operational support on social safeguards and ESF;
- Contribute to the analysis and development of project documents on social safeguards/ESF aspects during the project lifecycle;
- Analyze and support the compliance of the terms of reference, and safeguards/standards (ESF) documents for social risk assessment and management developed by the Client with respect to the WBG policies and directives;
- Contribute to the follow-up of the implementation of social safeguards/ESF measures and instruments in projects (ESCP, ESMF/ESMP, RAP/RPF, LMP, SEP, Citizen Engagement, Grievance redress mechanism (GRM),... applications, recommendations from World Bank supervision missions);
- Advise and participate in project teams to help develop operational designs and mechanisms to assess social opportunities, impacts, constraints and risks related to Bank supported operations; develop and evaluate proposed technical solutions, and assist in the preparation of project documentation;
- Participate in supervision missions by providing expertise in social safeguards/ESF/Citizen Engagement, and contributing to the writing of the mission's aide-memoire;
- Work with Country Teams on addressing social development and social risk issues in Country Strategies, operations, analytic work and advisory services to the CMU and government;
- Work effectively in multi-disciplinary teams,

across Global Practices, and interact with management as appropriate;

- Participate as technical advisor in capacity building activities organized by the World Bank;
- Play the role of focal point on citizen engagement for Comoros Portfolio;
- More specifically, support the operationalization of the Grievance redress mechanism (GRM) in the projects in Comoros portfolio.

SELECTION CRITERIA

- Minimum of MA/MS degree in a relevant technical discipline (sociology, international development, economy, political science, etc.).
- Minimum of 05 years relevant experience (work or applied scientific research) as social assessment and management. Familiarity or relevant experience in citizen engagement/social accountability, community driven development, social risk management, involuntary resettlement... .
- Familiarity with World Bank's safeguards policies (mainly related to social issues), ESF and/or IFC's Performance Standards /MIGA Environmental and Social policies or similar standards would be an advantage.
- Strong analytical skills, ability to think strategically, analyze and synthesize diverse qualitative and quantitative socially related data and information.
- Ability to work effectively in multi-cultural environments and to build effective working relations with clients and colleagues.
- Ability to follow up multiple work-streams simultaneously.
- Ability to work independently requiring minimal supervision;
- Ability to work well with a range of stakeholders, including project-affected parties, government officials, non-governmental organizations / civil society, as well as project investors and their staff.
- Ability to communicate ideas clearly and confidently, articulate issues and recommend solutions.
- Excellent (Fluency) verbal and written English, French and Comorian language skills are essential; Able to write and/or present in a fluent, business-like manner with minimal supervision. Able to synthesize (both verbally and in writing) complex issues and clearly summarize key points and questions. Understands the need to tailor communication to the audience and can prepare effective supporting documents to facilitate his/her oral presentation on straightforward subject matter. Creates an environment where respect, tact, and consideration for all cultures are used in all communication.
- International experience is an advantage; experience in developing countries / emerging economies is a strong advantage. Ability and willingness to travel frequently, including to developing countries and possibly remote, fragile and conflict affected areas, is required.

HOW TO APPLY?

The World Bank invites qualified individuals to view the full position description, complete selection criteria, required competencies to apply and send their CV with Motivation letter to sahmed43@worldbank.org before May 18th, 2020.